



ADRESSE AUX CANDIDAT.E.S AUX RÉGIONALES AUVERGNE - RHÔNE-ALPES 2015

Dans le cadre de nos actions de lutte contre le harcèlement de rue, nous nous adressons ce jour aux candidat.e.s déclaré.e.s aux élections régionales, et aux partis politiques susceptibles de présenter des listes.

Depuis sa création en 2014, Stop harcèlement de rue a mis le sujet du harcèlement sexiste dans l'espace public à l'agenda médiatique et politique. Ce qui était communément admis comme de la « drague lourde », est désormais traité comme une violence envers les femmes et les LGBT, et découle du sexisme ordinaire encore présent dans notre société. Une violence d'autant plus difficile à combattre qu'elle est profondément intériorisée chez chacun d'entre nous, homme comme femme. Nous avons multiplié les actions d'éducation populaire pour faire prendre conscience de l'ampleur du phénomène et proposé des solutions. Le gouvernement a entendu notre interpellation et a commandé un rapport au Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEFH), qui reprend nombre de nos analyses et propositions dans le domaine des transports publics, et préconise entre autres une action des collectivités territoriales :

« Le phénomène est violent et a des conséquences quotidiennes sur la vie des femmes, d'autant plus qu'elles représentent 2/3 des usager.ère.s des transports. Parce qu'ils suscitent de la peur, du stress, de l'impuissance ou de la colère, les agresseurs créent une pression psychologique forte, qui peut affecter la santé des femmes. Cette pression permanente entrave la liberté des femmes car en conséquence, elles accommodent souvent leur quotidien. (...)

Le harcèlement sexiste et les violences sexuelles sont autant de rappels à l'ordre qui visent, consciemment ou non, à exclure les femmes de l'espace public. Bien que massif, le phénomène est mal connu et largement minimisé ou normalisé. Dans ce premier avis institutionnel sur le sujet, le HCEFH appelle à une action déterminée de l'État, des collectivités territoriales et des sociétés de transport. »

Un groupe interministériel de travail a alors proposé un plan national de lutte contre le harcèlement sexiste dans les transports en commun. Une série de mesures concrètes bienvenues : un plan de communication, la mise en place d'une plateforme numérique, la formation des agents et des professionnels.

Nous restons attentifs à la dimension sécuritaire donnée à ce plan, guidé.e.s par deux convictions :

- La ville n'est pas en elle-même plus insécuritaire pour les hommes que pour les femmes, ce sont les injonctions sociales qui la rendent ainsi.
- La prévention au sexisme doit être pensée par 3 entrées distinctes : en amont, pendant, et en aval. Ces trois dimensions doivent être présentes ET réfléchies dans quelque plan que ce soit. Le développement d'une ville réellement mixte ne peut pas se faire uniquement par des marches exploratoires demandant aux femmes les aménagements à faire pour se sentir en « sécurité ». Il faut à la fois permettre aux femmes d'occuper et d'utiliser l'espace public en leur montrant qu'elles sont fortes, mais aussi éduquer les harceleurs ou potentiels harceleurs à se comporter normalement, et enfin permettre un meilleur traitement en aval des violences. Une telle approche ne peut se résumer à un catalogue de mesures et doit se fonder sur des études sérieuses qui restent à entreprendre.

La compétence de la gestion des transports revient aux Régions. Pour que le plan national soit appliqué, pour qu'il soit amélioré, il faut une politique ambitieuse de la part des conseils régionaux. De plus, le HCEFH préconise, au-delà de la mise en œuvre du plan national, une « action déterminée » des collectivités territoriales.

Dans le cadre de la campagne électorale pour les élections régionales en Auvergne – Rhône-Alpes nous souhaitons savoir quelles sont les propositions de votre liste pour traiter le problème du harcèlement sexiste dans l'espace public.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous apporter notre expertise et vous exposer nos propositions.

Ces éventuelles réponses et contacts feront l'objet d'un compte-rendu sur notre page Facebook « Stop harcèlement de rue – Lyon » et sur notre site internet www.stopharcelementderue.org.

Contact : stopharcelementderuelyon@gmail.com